

Déclaration de syndicats européens en soutien aux grévistes de la faim palestiniens

10 mai 2017



Le 17 avril 2017 environ 1500 prisonniers politiques palestiniens ont entamé une grève de la faim illimitée. Les prisonniers en grève appellent à mettre fin aux pratiques israéliennes : violence, détention à l'isolement, torture, négligence médicale et déni des droits garantis par le droit international -y compris le droit d'avoir un procès équitable et des visites de la famille.

Plusieurs des prisonniers dirigeant la grève de la faim ont été placés à l'isolement. Les visites des avocats et des familles sont interdites pour tous les prisonniers grévistes.

Environ 6300 prisonniers politiques, dont au moins 300 enfants, sont incarcérés dans les prisons israéliennes selon Addameer, une association de soutien aux prisonniers et de défense des droits de l'Homme. Des prisonniers de Gaza et de Cisjordanie sont détenus à l'intérieur d'Israël et sont souvent privés du droit de visite régulière de leurs familles, une politique qui dure depuis des décennies et qui, pour Amnesty International, est "non seulement cruelle mais aussi une violation flagrante du droit international".

En tant que syndicalistes européens, nous nous alarmons de ce que, malgré l'injustice évidente infligée au peuple de Palestine, les Etats européens, l'Union européenne (UE) et les institutions représentatives n'ont pas rempli leur devoir qui est de tenir Israël pour responsable de ses graves violations du droit international et des droits de l'Homme. L'UE et les compagnies internationales engrangent des profits en facilitant l'oppression continue et l'emprisonnement des Palestiniens.

L'Union européenne intègre la police nationale israélienne dans des projets comme [LAW TRAIN](#), financé par les contribuables européens, dont l'objectif est de développer les techniques d'interrogatoires.

Des firmes comme Hewlett-Packard (HP) et G4S tirent profit de l'emprisonnement des Palestiniens : elles procurent des services à l'armée d'occupation israélienne et une technologie biométrique qui permet à Israël de contrôler et mettre en place son système d'apartheid et de ségrégation raciale à l'encontre des Palestiniens ; de plus, la complicité de HP dans la technologie qui rend possible le système pénitentiaire israélien, où la torture est fréquente, est totale.

La firme de sécurité britanno-danoise G4S a encore des contrats pour entraîner la police israélienne et demeure à ce titre complice des violations par Israël des droits humains des Palestiniens.

En tant que syndicalistes et citoyens de ce monde conscients, nous considérons que nous avons le devoir et la force de nous y opposer. Nous sommes aux côtés des prisonniers palestiniens en grève de la faim dans leur exigence de justice et d'un traitement juste. Nous nous engageons à travailler dans nos syndicats respectifs pour que ne soient pas renouvelés les contrats avec des firmes comme HP and G4S qui tirent profit de l'emprisonnement des Palestiniens.

De plus, nous appelons l'UE et les Etats membres à mettre fin à leur complicité et à tenir Israël pour responsable des graves violations des droits de l'Homme qu'il commet.

LISTE DES SYNDICATS SIGNATAIRES :

La Centrale Générale - FGTB (Belgique)
ACV/CSC Brussels (Belgique)
Union Syndicale Solidaires (France)
CGT France - 66
Trade Union Friends of Palestine (Irlande)
Fagforbundet (Norvège)
Fagforbundet Bergen (Norvège)
Unison (Royaume-Uni)
Confederación Intersindical Galega (CIG) - (Galice)
ELA (Basque Workers Solidarity) - (Pays Basque)
Intersindical Valenciana - (Valence)
Dundee Trades Union Council (Ecosse)
Derry Trades Union Council (Irlande)
Mandate Trade Union (Irlande)
Craigavon Trades Council (Irlande)
Northern Ireland Public Service Alliance
Civil Public and Services Union (Irlande)
LO Sandefjord (Norvège)
Warsaw's local section of Workers' Initiative Trade Union (Pologne)
LAB (Pays Basque)
LO Bergen (Norway)

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Actualités >

- Adresse de cet article :

<http://plateforme-palestine.org/Declaration-de-syndicats-europeens-en-soutien-aux-grevistes-de-la-faim>